

# **Forum des Lutttes pour la Terre et les Ressources Naturelles**

## **Thèmes 2 - Accès des Femmes et des Jeunes à la Terre**

**Webinaire de lancement - Novembre 2021**

### **Retranscription**



**[00:00:00.720] - Audrey Boursicot (AGTER)**

L'interprétation est possible en français, en espagnol, en portugais et en anglais. Si vous avez l'habitude d'utiliser Zoom, ça sera facile pour vous, mais sinon, c'est le bandeau en bas de votre écran. Vous passez votre souris dessus et vous avez une petite icône à côté "d'écran partagé" et de "sondage" qui vous propose les différentes langues et il faut cliquer dessus. Merci de nous avoir rejoints. Je m'appelle Audrey Boursicot et je travaille pour AGTER, qui est une des associations membres du Forum des Luttes pour la Terre et les Ressources Naturelles. Aujourd'hui, nous faisons le lancement de la deuxième discussion du Forum des Luttes.

On doit vous annoncer tout de suite une information un peu de taille, puisque le coorganisateur de cette discussion thématique, l'accès des femmes et des jeunes à la terre, donc la CGLTE OA, malheureusement, est en pleine caravane des luttes et a des gros problèmes de connexion. Ils sont sur le terrain en Afrique de l'Ouest et ils ont beaucoup de mal à se connecter.

Nous allons vous proposer un déroulé un peu alternatif, sachant que les caravaniers et les caravanières de l'Afrique de l'Ouest nous ont envoyé des vidéos témoignages au cas où il y aurait des trop gros problèmes de connexion qu'on va pouvoir vous passer en ligne.

Le déroulé sera le suivant. On va vous présenter déjà les outils et le calendrier de ce forum de discussion, thématique 2, sur l'accès des femmes et des jeunes à la terre. On va vous présenter un peu plus en détail le thème de la discussion, les enjeux autour de cette thématique et pourquoi on a choisi de mettre en avant spécifiquement, parmi les cinq thématiques choisies au sein du Forum, celle de l'accès des femmes et des jeunes à la terre. Et puis, on a la chance d'avoir la CONTAG qui est très représentée aujourd'hui autour de cette visioconférence et qui pourra faire un témoignage sur une expérience de lutte. Donc, ça sera Monica, qui est responsable chargée de mission des mouvements de jeunes pour la CONTAG, qui fera cette présentation. Et puis, on diffusera des vidéos témoignages de paysannes et de paysans au Brésil et en Afrique de l'Ouest, qui présenteront un peu leur lutte ou l'intérêt pour eux de participer à cette discussion thématique.

On vous laissera ensuite un espace de débat et de discussion où vous pourrez réagir aussi sur ce que vous aurez entendu et sur ce que vous vous attendriez de ce forum aussi. Parce que ce forum, il y a le lancement aujourd'hui qui va durer une heure et demie, deux heures, mais c'est surtout quatre semaines de discussion et de réflexion et d'apport et de construction commune autour de cette thématique.

Après cet espace de débat et de réflexion, on reviendra sur le calendrier et ce qu'on va qu'on vous met à disposition pour participer le plus possible à cette discussion thématique qui, je vous le rappelle, dure quatre semaines.

Vous l'avez vu, aujourd'hui, on a décidé de lancer cette thématique sur Zoom et de le faire sous forme de réunions et pas de webinaire, comme vous avez pu le faire peut-être auparavant, pour justement favoriser la discussion et l'échange le plus direct possible, puisque c'est l'objet d'un forum. Mais le contrepied de ça, c'est qu'il peut y avoir des échos avec les micros, donc il faudra vraiment faire attention à ça. Mais par contre, de ne pas hésiter à lever la main.

Vous avez un outil dans Zoom qui s'appelle « Réaction » qui vous permet de lever la main ou d'applaudir si vous trouvez que la présentation ou l'interaction de participants était agréable, donc vous avez la possibilité de le faire. Et vous avez aussi le canal de discussion où vous pouvez écrire à toutes les personnes présentes autour de la visioconférence pour laisser votre impression et vos questions aussi. Donc effectivement, vous pouvez poser vos questions sur ce canal. Ça permettra notamment pendant les présentations, on va toutes les collecter et on y répondra au fur et à mesure. Et après vous aurez de toute façon un espace dédié aux débats et à la réflexion au sein de cette visioconférence.

Donc aujourd'hui, la visioconférence, c'est le top départ, c'est le lancement en fait de cette discussion. Et c'est pour amener d'autres paysannes, d'autres jeunes paysans à participer à cette discussion. On va proposer à la suite de cette visioconférence les enregistrements de celles-ci ci, mais aussi on vous mettra à disposition des espaces où vous pourrez déposer des vidéos de témoignages, où vous pourrez réagir aussi aux propositions qui vont émerger au sein de cette communauté qui réunie là pour eux, pour parler de cette thématique.

Donc, vous avez le site web du Forum des Luttes qui est déjà en ligne depuis juin. Il y a déjà eu une discussion qui a été portée sur ce site et vous pouvez vous saisir aujourd'hui du site et de l'espace commentaires pour pouvoir y apporter des éléments de réflexion, d'analyse sur des luttes, des stratégies utilisées et des témoignages et vous pourrez y réagir, réagir directement dessus. On va aussi utiliser les réseaux sociaux comme Facebook ou Instagram où vous aurez la possibilité de voir justement des témoignages enregistrés, soit de façon audio ou de façon ou filmée et qui seront à chaque fois traduits en espagnol, en portugais, en français et en anglais. Donc vous pourrez partager aussi ces différents outils. Et enfin, on va mettre en place un canal WhatsApp très probablement qui sera qui permettra de déposer plus facilement vos contributions à l'oral et par vidéo.

Donc là, c'était une présentation brève de ce qui, pendant les quatre semaines, va se passer sur les réseaux sociaux et sur le site internet, et comment vous pouvez vous approprier ces outils et ne pas hésiter à participer. Mais je vais laisser la parole tout de suite à Christian Castellanet qui va pouvoir donner qui va pouvoir donner un état des lieux un peu, ou en tout cas revenir sur le choix de cette thématique 2, de pourquoi on a choisi de travailler spécifiquement sur cette thématique et du déroulé autour de cette discussion. Christian, je te laisse la parole.

**[00:08:43.330] - Christian Castellanet (AGTER)**

Bonjour donc nous avons préparé ce débat thématique avec la Convergence ouest africaine et la CGLTE. Et il nous a semblé collectivement que la question de l'accès des femmes à la terre et plus généralement de la prise en compte des questions de genre dans les questions foncières était importante. Ceci dit, nos collègues ouest africains ont souhaité, à partir de leur expérience, traiter aussi la question de l'accès des jeunes. Donc, je vais vous expliquer rapidement pourquoi. C'est un petit peu précisé sur le site du Forum. Alors, en ce qui concerne l'accès des femmes, c'est évidemment une question primordiale au niveau international. Les femmes n'ont pas la reconnaissance de leur droit d'accès aux ressources naturelles ou elles ont une reconnaissance moindre que celle des hommes. Alors qu'en réalité ce sont elles souvent qui constituent la plus grande partie ou une partie importante de la main d'œuvre paysanne et de la main d'œuvre familiale dans les exploitations, et que leur rôle est donc essentiel à la fois pour la production agricole et la gestion des ressources naturelles. Donc, elles sont en fait doublement pénalisées en tant que paysanne, parce que, comme tous les paysans. Leurs droits aux terres sont menacés par les accaparements de terres, par la concentration foncière, par les interventions de l'État qui privent les paysans de leurs terres. Mais même au sein des communautés paysannes, elles sont souvent pas considérées suffisamment ou pas reconnues. Leurs droits ne sont pas reconnus. Et ça, c'est le résultat des traditions au sein des communautés, des traditions patriarcales. En fait, il y a deux facteurs majeurs qui pose problème selon nous qui explique cette inégalité de l'accès des femmes à la terre. C'est d'un côté les us et coutumes, les traditions locales et en particulier les traditions patriarcales.

Dans certains cas une mauvaise interprétation de la religion. Et il y a aussi du côté des politiques et des lois foncières, des lois qui souvent ne reconnaissent pas souvent suffisamment le rôle des femmes. Et par exemple, quand il y a délivrance de titres fonciers ils sont faits au nom de l'homme, du chef de famille, et pas de la femme ou difficilement de la femme. Maintenant, en Afrique de l'Ouest, en particulier l'UACDD qui travaille au Mali, ont été expérimentées différentes approches pour traiter cette question, il y a une question importante et fondamentale pour eux. Et ils ont trouvé qu'on pouvait lier à la question de l'accès des femmes à la terre, l'accès des jeunes. Parce que

les jeunes aussi souffrent de cette tradition patriarcale. Quand il reste dans la famille qui travaille au sein de l'exploitation, il reste sous la dépendance des aînés.

Ils ne sont pas payés. Ils n'ont pas une reconnaissance là aussi de leur autonomie, de leur droit d'accès à la terre. Jusqu'au moment où eux-mêmes sont devenus plus vieux et éventuellement ont déjà une famille, etc. Mais il y a toute une période où les jeunes sont assez mal considérés. Et ça, c'est un facteur qui provoque une tendance à abandonner le village, à abandonner le monde rural et à aller chercher une vie meilleure ailleurs. Donc ça affaiblit le village et du coup, ça affaiblit aussi l'ensemble de la communauté paysanne et son avenir. Alors que, alors que ce serait important que les jeunes puissent aussi participer à la défense et aux luttes pour la survie de l'agriculture paysanne. Donc dans l'expérience qui sera présentée dans la prochaine prochain séminaire, nos collègues ouest africains ont expérimenté une méthode en se rapprochant de la base, c'est-à-dire dire en se rapprochant des villages, en faisant une sensibilisation au niveau des villages et en dialogue avec les autorités traditionnelles pour faire évoluer ces traditions et avec l'appui des autorités et de l'administration. Il se trouve que la loi au Mali a évolué et reconnaît mieux, disons, le rôle des femmes que qu'anciennement. Mais encore faut-il que cette loi soit appliquée. Donc c'est le travail qu'ils font au niveau du terrain. Donc ils ont développé tout un processus là dessus qui partageront avec nous.

Cette réflexion n'a pas du tout prétention à être universelle. Elle est une démarche qui est appliquée, qui est adaptée à la situation particulière du Mali d'abord, et puis sans doute de pas mal de pays d'Afrique de l'Ouest.

Donc c'est une démarche qui encore une fois qui est adaptée à cette situation de l'Afrique de l'Ouest où, rappelons le encore, la majeure partie des terres, sont des terres paysannes, en tout cas sont en gestion coutumière. Donc il n'y a pas de titre de propriété, l'Etat n'a pas un rôle très important.

Il y a une certaine autonomie qui est reconnue, y compris par l'État, dans la gestion des terres paysannes par les communautés. Et donc il y a la loi qui est importante, mais il faut aussi que les choses évoluent au niveau du terrain, y compris pour renforcer ces communautés. Maintenant, ce n'est pas du tout la même situation qu'on aurait évidemment en Europe, au Brésil, ou en Amérique du Sud, ou même en Asie, ou dans des zones où cette importance de la gestion coutumière et bien moindre. Et puis ça fait un certain temps que la terre a déjà fait l'objet d'une certaine privatisation. Pas toutes, mais en grande partie. Et donc la question de l'accès des femmes ou de la reconnaissance des droits des femmes se pose un peu différemment. Voilà l'introduction que je voulais faire. L'objectif de nos échanges ça va être de mieux connaître les luttes que les femmes en particulier et

les jeunes ont mené pour la reconnaissance de leurs droits. Et ça va être de débattre ensemble sur les convergences, les actions communes qui pourraient être menées au niveau international, les priorités, les échanges qui pourraient être réalisés, etc.

**[00:18:56.590] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Je me demandais si tu pouvais toucher deux mots de l'initiative de la caravane et expliquer peut-être aussi pourquoi nos amis ne sont pas présents aujourd'hui.

**[00:19:06.520] - Christian Castellanet (AGTER)**

En effet, donc le représentant de la convergence ouest africaine, Massa Koné qui est aussi membre de notre collectif et du comité de pilotage de cette initiative a proposé que le lancement du séminaire se fasse en même temps que le lancement d'une caravane ouest africaine. En fait, c'est la troisième édition de cette caravane. Il s'agit d'une initiative régionale dans laquelle les organisations de sept ou huit pays se sont mis ensemble pour sensibiliser à la fois les autorités, mais aussi les populations les plus pauvres des pays qui traversent aux questions de l'accès des paysans à la terre, à l'eau, aux semences et même à l'agroécologie, donc à un ensemble d'expériences et de revendications assez larges. Mais la question foncière a un rôle important puisque dans tous ces pays, il y a des menaces sérieuses sur les droits des paysans à travers l'installation de modèles agro-industriels, de fermes agro-industriels ou d'investissements venus de l'étranger, dans l'agriculture, dans les mines, dans la forêt qui menace les droits des paysans. Et donc cette caravane qui dure quinze jours, elle traverse, je crois, cinq ou six pays. Vous avez des informations qui ont été données sur notre site et qui vont continuer à être relayés. Et c'est un moment de mobilisation collective importante et en particulier qui leur donne l'occasion de sensibiliser les responsables nationaux, les responsables politiques et la presse à la cause des paysans et à cette question de l'accès aux ressources naturelles. De manière assez importante.

**[00:21:38.530] - Christian Castellanet (AGTER)**

C'est pour ça qu'on avait pensé profiter de la caravane et du fait qu'il y a de très nombreux représentants de différents groupes paysans, mais aussi beaucoup de femmes qui participent à cette caravane. Pour vous faire partager cette expérience et pour qu'elles puissent présenter leur situation. Malheureusement, il y a eu des problèmes logistiques qu'ils n'avaient pas prévus et à l'endroit où ils sont actuellement, ils ne peuvent pas se connecter. Donc ça explique un petit peu pourquoi c'est moi qui vous présente ça, alors que c'était bien entendu prévu que ça soit eux qui vous le présente.



**[00:22:35.240] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci Christian. Merci d'avoir quand même présenté l'initiative de la caravane, c'est une très très chouette mobilisation sur le terrain. Comme disait Christian, c'est la troisième fois et ça prend de plus en plus d'ampleur. Je vous invite à aller regarder ce qui se passe sur les réseaux sociaux puisque c'est très énergisant comme le disent les Africains. Et ils nous ont fait parvenir deux vidéos, enfin quelques vidéos de témoignages de paysannes et de jeunes paysans qui participent de la caravane et qu'on va vous diffuser ici. Alors la qualité est pas toujours au rendez-vous, mais on l'a déjà fait passer aux interprètes. Donc on va vous passer dans un premier temps les deux vidéos de témoignage de paysannes de la caravane et ensuite, on laissera la parole à Monica de la CONTAG pour nous présenter une initiative en live.

**[00:23:49.440] - Monica Bufon Augusto (CONTAG)**

Bonjour à toutes et à tous. Je vais juste demander à Audrey de pouvoir expliquer un petit peu la participation surtout de la délégation de la CONTAG qui y est. Il y a beaucoup de gens de la CONTAG. Au delà des informations que Christian a montré, nous avons fait une réunion de secrétariat agricole, de jeunesse, de femmes et internationale, et nous avons fait cette mobilisation. Il y a beaucoup de jeunes qui participent, beaucoup de femmes qui participent, et aussi les comités conseillers de nos fédérations. Donc, je voudrais que vous mettiez aussi dans l'agenda la participation de notre délégation. Elle n'est pas seulement aujourd'hui qui est le lancement, comme Audrey et Christian ont dit. Aujourd'hui, c'est le lancement du débat. Mais nous avons nos réunions qui préparent avec les gens du Brésil de la CONTAG. Le 1<sup>er</sup> décembre, 14 h. Et il y a aussi cette participation à la plate-forme. Comme on a déjà présenté que nous allons expliquer mieux de comment notre participation sera le 1<sup>er</sup> décembre.

**[00:25:26.050] - Alonso Batista dos Santos (CONTAG)**

C'est comme un cours à distance, avec des plateformes, avec des forums que vous connaissez déjà. Et le 16, nous avons la clôture du forum. Donc je voudrais attirer l'attention sur la participation du personnel des fédérations et de ceux qui participent. Aujourd'hui, c'est le lancement, mais il y a tout un processus que nous allons faire jusqu'au 16 décembre. Merci.

**[00:25:56.960] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Je vois qu'il y a beaucoup de messages dans le tchat demandant la traduction, Toutes les traductions sont faites, vous les avez en fait en bas de votre écran. Quand vous passez votre souris dans Zoom, vous avez un bandeau avec plusieurs icônes à activer. Vous avez un petit rond avec écrit FR ou AN ou Pt ou ES. En fonction de la langue que vous voulez qu'on vous interprète, il faut que vous choisissiez cette langue. Mais toutes les traductions de tous les intervenants sont faites.

Donc merci beaucoup Alonso pour ce passage un peu spécifique par rapport à la participation très forte et très chouette de la CONTAG.

Ce qu'on proposait de faire juste après la présentation de Christian, c'était de mettre en ligne les deux vidéos qui nous viennent tout droit de la caravane des luttes qui a lieu en ce moment en Afrique de l'Ouest. Donc pour pouvoir avoir la traduction dans les autres langues, c'est la même chose. Vous mettez sur votre canal de traduction et vous aurez la traduction. Et sinon, pour ceux qui parlent français, deux vidéos sont en français, donc vous n'avez pas besoin de traduction. Donc je vais demander à l'équipe technique de nous envoyer les deux vidéos en français s'il vous plaît.

### **[00:27:52.190] - Témoignage 1**

Bonjour, je viens de Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, nous participons à cette caravane dont l'objectif est de lutter pour le droit à la terre. Je lutte en faisant le plaidoyer auprès de nos autorités pour le changement de comportement et des lois qui favorisent l'accaparement des terres d'attitude un peu hésitante concernant la participation de la femme. Nous avons constaté que les femmes n'ont pas accès à la terre ce qui crée un véritable problème à l'avenir, le sort même de la famille est en jeu. Une femme qui a accès à la terre peut faire de grandes choses et peut aider sa famille. Si l'homme disparaît, meurt ou est chassé de sa terre, c'est la femme qui doit pouvoir s'occuper de la terre.

### **[00:29:44.910] - Témoignage 2**

Je viens également de Côte d'Ivoire. Je suis présidente d'une association qui regroupe des femmes occupantes de terres informelles. On n'a pas suffisamment accès à la terre, on occupe la terre mais elle ne nous appartient pas, on nous chasse alors que pour survivre on a besoin de travailler la terre.

### **[00:31:12.510] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Alors ça s'arrête un peu abruptement, mais comme je le disais, il y avait beaucoup de problèmes de connexion. Ils étaient en Guinée-Bissau et là aujourd'hui, je pense qu'ils passent en Guinée tout court. Donc on a réussi à voir ces deux, ces deux vidéos, témoignages et on mettra sur les réseaux



sociaux d'autres vidéos qui nous ont été envoyées et qu'on pense pouvoir améliorer, en tout cas enlever tous les bruits parasites et pouvoir les partager par la suite. Je vais laisser la parole du coup à Monica qui est animatrice de la CONTAG, un mouvement paysan au Portugal et qui en charge spécifiquement de l'animation du mouvement Jeunes femmes, du mouvement Jeunes de la CONTAG et qui, il y a peu de temps, a pu visiter une expérience sur le terrain et elle va nous en partager quelques extraits. On a quelques photos également à vous montrer de sa part à propos de ce moment et de ce voyage. Monica On te laisse, on te laisse la parole.

### **[00:32:29.500] - Monica Bufon Augusto (CONTAG)**

Merci beaucoup. Tout d'abord, je tiens à vous souhaiter un bon jour, une bonne après midi pour ceux qui sont ailleurs dans d'autres pays. Je m'appelle Monica, je suis brésilienne. Je suis agricultrice familiale. Je suis au secrétariat à la jeunesse de la Contag. Je tiens à saluer la commission de jeunes ici présente aujourd'hui, la jeunesse du camp unitaire, à savoir un autre mouvement, d'autres mouvements sociaux qui s'unissent au Brésil. Et je tiens à souligner aussi la participation de notre camarade Clément, qui est donc dans le campement dont on présentera des photos. Et puis la jeunesse qui est connectée via le portable de José, ils sont au nombre de six, et notre secrétaire Alair. Et puis j'aimerais partager avec vous cette expérience. Le camarade Alonzo partage les photos avec vous puis partager cette expérience. J'ai été au campement Panorama en novembre. J'ai eu cette grande opportunité, cette occasion d'expérimenter tout ça. Je vous remercie pour cette expérience. C'était donc une expérience de ressourcement pour nous que de savoir que notre lutte continue, que notre lutte est continue. Donc, Alonzo, j'aimerais te demander si tu peux partager les photos en même temps.

Donc ces photos qu'on voit sur l'écran, c'est un moment très spécial qu'on a vécu dans le secrétariat à la jeunesse. Au niveau de l'esprit. Et donc ce campement, ça fait 21 ans qu'il mène sa lutte. Les camarades habitent au bord de la route, dans des installations précaires. Nous avons 80 familles, elles n'étaient pas toutes présentes, qui sont installées là bas, qui continuent de lutter. Ça fait 21 ans. Et puis dans ce campement, nous avons environ 25 jeunes hommes dont l'âge est compris entre seize et 30 ans. On leur a présenté le programme Jeunes Savoirs qui cherche à organiser la jeunesse dans le cadre du mouvement syndical. Et puis le but est de passer ces informations, les faire passer au niveau du campement. Nous avons une camarade qui présente la brochure et donc ça montre le besoin qui est le nôtre de renforcer la lutte de notre jeunesse. Malheureusement, à notre grand regret. Ce qui est triste, c'est que ce campement, aujourd'hui il est en péril.

Le propriétaire veut rapprocher son terrain de la route. Et donc, ça se trouve, ces familles devront quitter cet endroit alors qu'elles sont là depuis 21 ans. On a donc cherché à dialoguer. Camarades,

Clemide présentes, on a entendu les défis qui sont les défis de cet espace, de cet endroit. Autrement dit, cela nous a permis de continuer et ça nous donne de la force, de l'énergie pour continuer à mener notre lutte. Nous avons une réunion importante avec les responsables de la fédération au niveau de la CONTAG, on en a discuté. Il faut qu'on continue notre lutte. Ça fait 21 ans qu'ils sont là, ça fait 21 ans qu'ils n'ont pas d'eau canalisée et nous voyons qu'ils restent dans une dynamique de survivance un peu. Il y a des collègues, des camarades là bas qui se demandent où aller dans à la décharge publique ? C'est une forme de résistance, c'est une forme de lutte. Et on peut voir dans l'expérience de la caravane africaine que ce combat, cette lutte pour la terre est mondiale, internationale. Nous, au niveau de la Contag, on a mené une activité dans les cinq régions de notre pays. Nous avons entendu toutes nos fédérations, entendues, les besoins en matière de reformulation de la réforme agraire et on a vu que ce besoin de lutte pour la terre devient de plus en plus fort, notamment lorsqu'on se rend compte que les conditions de vie qui sont les nôtres aujourd'hui nous posent au défi. La violence dans les champs augmente beaucoup dans la campagne. Et lorsque nous menons une telle action, une action comme celle-là, à l'instar par exemple de cette caravane en Afrique, nous comprenons bien que nous devons unir nos forces pour réussir à avancer. Ce n'est qu'à travers la réforme agraire, la lutte pour la terre qu'on pourra, qu'on réussira notre renouvellement rural et qu'on fera en sorte que la jeunesse reste dans la campagne. Au Brésil, nous avons perdu en deux ans 800 000 jeunes. Ça, c'est un manque de politique publique, un manque de condition pour qu'ils puissent rester. Donc les jeunes qui sont ici présents, qu'on a eu l'opportunité de visiter si jamais on n'arrive pas à obtenir ce morceau de terre pour qu'ils puissent cultiver, bah si on leur assure ça, ils quitteront pas la campagne et faudra pas aller en ville pour son emploi. Autrement dit, il faut renforcer nos conditions afin qu'on puisse avancer avec nos campements afin d'en faire des colonies de la réforme agraire. C'est ça notre cause principale. C'est ça notre expérience en matière de lutte au Brésil. On reste ensemble. Vive la réforme agraire ! Quand est ce qu'on va la faire, la réforme agraire ? Maintenant !

**[00:40:00.380] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup pour ce témoignage qui était vraiment très chouette et qui est très concret. Une lutte qui est menée depuis longtemps et qui permet effectivement de maintenir des jeunes dans des emplois et au lieu d'aller remplir des villes qui sont déjà bien denses et où les emplois ne sont pas aussi nombreux. Donc merci beaucoup. Je crois qu'il y avait deux témoignages, deux vidéos aussi que nous avons envoyé à la CONTAG de témoignages d'une femme paysanne et d'un jeune paysan qu'on peut dès à présent diffuser et que vous retrouverez aussi sur les réseaux sociaux qui sont traduits en plusieurs langues et qu'on vous invitera à diffuser un peu.

**[00:40:53.720] - Christian Castellanet (AGTER)**

Peut-être que les jeunes voulaient dire quelque chose, le groupe de José Henrique Gomez.

**[00:41:28.930] - José Henrique Gomez (CONTAG)**

J'aimerais remercier pour l'invitation, vous pouvez toujours compter sur nous ! Vive la réforme agraire dès à présent, dès maintenant !

**[00:41:53.290] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup. Très bien. Donc je vais demander à Emmanuel de nous partager les deux vidéos témoignages de la Contag en brésilien.

**[00:42:11.790] - Joseph (Agriculteur au Brésil)**

Bonjour mes amis, Je m'appelle Joseph, j'ai 28 ans. Je suis agriculteur familial.

Je suis dans la municipalité de Pancas dans l'Etat du Spirito Sanctis. Je suis brésilien. Je suis un travailleur qui lutte au jour le jour pour l'amélioration de la vie à la campagne. L'agriculture familiale a des particularités.

Aujourd'hui nos difficultés viennent d'un manque de politiques publiques pour encourager l'agriculture familiale. Il y a un manque d'opportunité pour les jeunes et les femmes, la campagne vieillit jour après jours à cause de ce manque d'incitations pour que les jeunes et les femmes restent à la campagne.

Aujourd'hui, notre partenariat le plus fort c'est avec le syndicat des travailleurs ruraux et avec la CONTAG, des entités qui luttent pour les agricultures et pour l'agriculture familiale. Cette exploitation a été achetée à l'aide d'un crédit grâce à une politique publique qui a beaucoup aidé notre pays et le développement de notre municipalité et qui a permis à la jeunesse de rester à la campagne mais malheureusement les gens n'ont pas toujours les mêmes opportunités que moi j'ai pu avoir, nos difficultés ce sont la sécheresse qui s'empire tous les jours et les problèmes environnementaux qui évoluent. Nos partenaires de la Contag nous aident à conquérir ces politiques là. Nous savons travailler la terre mais nous ne savons pas traiter de question juridique mais c'est pour ça que les syndicats nous aident, les organisations sont très importantes car quand on n'est pas organisé on ne peut aller nulle part.

Notre association a été fondée en 2006 pour acquérir l'exploitation qui est la nôtre, nous sommes 6 propriétaires. C'était une zone de friche et aujourd'hui nous avons une forte diversité de produits dans notre exploitation.

Le Forum des Lutttes pour la Terre va beaucoup nous aider, ça sera une incitation à l'organisation et grâce à ça on peut y arriver, on peut encourager les femmes et la jeunesse à rester à la campagne mais pour ça il faut des politiques publiques pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs et aider les jeunes et les femmes. Luttons tous ensemble maintenant, je vous embrasse tous.

**[00:48:43.580] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Eh bien, merci beaucoup à la technique de nous avoir partagé ces vidéos qui sont, je trouve assez chouette. J'ai beaucoup aimé la jeune représentante des 150 jeunes. Je ne sais pas qu'elle age elle a mais peut-être 8 ans. Ça donne vraiment de la force et c'est l'objectif de ce Forum. C'est le partage par des paysannes et de jeunes paysans du monde entier de leurs expériences. Donner l'envie aussi de se mobiliser, de donner aussi la visibilité à des actions locales et de voir comment on peut leur donner une visibilité au national, à l'international et leur donner plus de force. Donc ces vidéos, elles sont très chouettes. Il y en aura d'autres et on vous invite tous et toutes à partager vos témoignages pendant ces quatre semaines pour qu'on puisse faire vivre les luttes locales et régionales en dehors justement de ce niveau local. Je vois qu'il y a Alaïr qui a levé la main, je vais lui laisser la parole.

**[00:49:59.540] - Alaïr Luis Dos Santos (CONTAG)**

Bonjour à toutes et à tous. Je suis donc à Alaïr Luis, Directeur de la réforme agraire à la CONTAG. J'ai demandé la parole pour dire très rapidement que les photos et les vidéos présentées ici. C'est un excellent portrait de la situation de la réforme agraire au Brésil. Ces derniers temps. Dans l'actuel gouvernement de Bolsonaro, il a supprimé de l'ordre du jour la question de la réforme agraire au Brésil. Comme vous le savez tous, nous luttons contre l'accaparement des terres. Or, cet accaparement des terres peut se passer de différentes manières, le propriétaire peut être exproprié et expulsé, il peut aussi recevoir de l'argent pour la terre. Autrement dit, il ne perd pas de l'argent. On y perd sa propriété mais y reçoit des fortunes contre ça. Ce qui nous semble important, c'est intéressant d'obtenir une réforme agraire. Malgré ces conditions, c'est ce qu'on arrivait à faire dans le passé et maintenant dans le cadre du gouvernement Bolsonaro, ce n'est plus le cas. Il a supprimé cela de l'ordre du jour en prétextant un manque de ressources, en prétextant que le pays est endetté, ce qui n'est pas vrai. Car pour d'autres politiques il rend disponible des ressources mais jamais pour la réforme agraire, jamais pour les politiques publiques qui existaient dans le

gouvernement précédent. Autrement dit, cette lutte au Brésil est plus que jamais d'actualité. Nous avons plusieurs campements qui restent proches des routes qui sont là depuis 20 ans, qui depuis 20 ans luttent pour la réforme agraire, on peut se dire à il y a 20 ans, c'était un autre gouvernement. Oui, effectivement, Mais le pouvoir des grands propriétaires, il continue d'empêcher la réforme agraire. De temps en temps, on arrive à percer ce blocage et obtenir un certain nombre de désappropriation. Mais quoi qu'il en soit, ces derniers temps, on cherche à élaborer une proposition de lutte pour la réforme agraire dans le cadre du mouvement syndical. Mais on veut aller au-delà. On veut plus seulement comprendre la réforme agraire comme une simple désappropriation qui cherche à donner un espace à des familles. On veut quelque chose de plus large. On veut des appropriés pour assurer aussi cette terre aux agriculteurs familiaux. On veut garantir cet accès à la terre aussi aux communautés traditionnelles, les communautés indigènes. Qu'on puisse proposer des financements, des crédits à ces familles, qu'on puisse leur proposer aussi des garanties de commercialisation, autrement dit, qu'on puisse leur offrir une vie digne.

C'est l'un des enjeux majeurs de la réforme agraire sur laquelle on travaille afin que le gouvernement, avec le mouvement syndical, travaille au profit d'une vraie réforme agraire au sens plus large, au-delà des simples, désappropriations. C'est ce que j'avais à vous dire.

**[00:55:17.660] – Cicera Soares (CONTAG)**

Holà ! Bonjour à toutes et à tous. Je suis Cicera, je viens d'une région où il y a toujours eu des conflits depuis la guérilla dans les années 60. C'est la région où il y a le plus de campements dans l'Etat du Tocantins. Et on se rend compte aujourd'hui que la lutte au profit de la réforme agraire doit se renforcer jour après jour grâce à notre conquête de la terre car l'homme et la femme de la campagne sans la terre, ils n'ont rien, ils n'auront pas dignité. Lorsque j'entends les jeunes parler, on se rend compte quel est leur sentiment. Dans notre région, nous menons un combat, une lutte au profit des palmiers babassu qui sont une source de revenus pour nous autres qui vivons dans la campagne. Et aujourd'hui, on comprend à quel point le palmier babassu est menacé par des grands projets et par le manque de sensibilité au sein des agriculteurs eux-mêmes. Dans notre Etat, nous avons aussi le PICO DO PAPAGAIO qui sera bientôt menacé par un grand projet qui touchera un grand nombre d'agriculteurs. Donc je suis très contente qu'on soit tous connectés ici au profit de la réforme agraire au profit de notre dignité en défense de l'agroécologie. Il nous faut moins de poisons dans nos assiettes au Brésil et dans le monde. Merci beaucoup.

**[00:57:21.280] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup Cicera Soares. Très chouette, intervention. Je vais laisser la parole maintenant à Fanny Metra paysanne et éleveuse en France.

**[00:57:39.750] – Fannie Métrat (Confédération Paysanne)**

Bonjour, moi je suis Fannie Métrat, éleveuse de brebis en France, dans le sud de la France et militante à la Confédération paysanne. Merci aux camarades du Brésil d'être intervenus. Moi, en tant que paysanne et militante, je voulais juste dire que la lutte pour l'accès à la terre, mais aussi tout simplement aux métiers de paysanne pour les femmes dans le monde, en fait, c'est une lutte féministe. En fait, le milieu rural, le monde rural et le monde paysan particulièrement, est quand même encore très patriarcal. On hérite rarement en tant que fille de paysan, on hérite rarement de la terre. Souvent, ce sont les garçons, les garçons mâles qui héritent des terres. Et en fait, on se rend bien compte que dès le départ, l'accès à la terre, pour nous les femmes, c'est plus compliqué que pour nos frères. En fait, dès le départ, on part pas d'un même, d'une même égalité.

Et ailleurs dans le monde, j'ai vécu pas mal en Afrique de l'Ouest, On se rend bien compte que la terre ne va pas du tout aux femmes. Les femmes travaillent la terre, mais la terre n'est pas dans les mains des femmes. En tout cas, tout ce qui est les droits d'usage du sol ne sont pas dans les mains des femmes. Et du coup, on ne peut pas parler d'accès à la terre pour les paysannes, à l'eau, aux semences, à tout ce qui va autour sans parler féminisme dans nos milieux politiques et agricoles notamment. Nous, en France, on le voit, on est confronté à un sexisme très grand dans les institutions agricoles, mais aussi au sein de nos organisations paysannes qui restent malgré tout à grande proportion masculine. Du coup, voilà, je pense qu'il faut vraiment qu'on insiste sur le fait que c'est une lutte féministe et on ne peut pas, on ne peut pas passer à travers ça. Et je pense que l'histoire de l'héritage, l'histoire des héritages et à mettre en question, l'histoire du statut.

Nous, en Europe, on a des statuts différents en fonction des pays. Mais en France, on se rend bien compte que les femmes travaillent sur les fermes depuis toujours, mais elles ne sont pas reconnues à leur juste valeur. On a des sous statuts en France, comme le statut de conjointe collaboratrice qui est pour la plupart du temps donné aux femmes. On n'a pas les mêmes droits, on n'a pas les mêmes droits à la retraite, on n'a pas les mêmes droits sociaux du fait d'avoir des sous statuts. Du coup, la bagarre est rude pour être reconnue pour tout ce qu'on fait sur nos fermes, mais aussi pour les questions administratives, reconnaissance au niveau de nos droits. Il y a des beaux combats à mener, même ici en Occident, de plus en plus de jeunes femmes sont motivées par la paysannerie, ont envie de faire partie de l'aventure. Mais franchement, il y a énormément de barrières et le combat est deux fois plus rude pour nous les femmes. On s'entend dire souvent, très souvent par l'administration



quand on va pour le combat à l'installation, quand on est face aux administratifs qui nous disent mais vous ne pouvez pas, en tant que femme, vous installer seule, on espère que vous trouverez un compagnon qui deviendra paysan.

Les coopératives, les vendeurs d'aliments à chaque fois, les maquignons quand ils viennent nous acheter nos bêtes, à chaque fois on se rend compte que la question qu'on nous pose à tour de bras c'est : il est où le patron ? Et nous, on ne le considère pas en fait comme des responsables de nos fermes, de nos animaux, de la vente de nos produits. Du coup, le combat est, je pense, vraiment beaucoup plus rude pour les femmes que pour les hommes d'accéder au métier. Voilà, j'espère que les camarades féminines aux quatre coins de la planète se retrouvent dans ce que je dis. Je le pense sincèrement et je pense qu'il va falloir que nos camarades masculins aussi soient conscients que c'est une lutte féministe et que tous et toutes, nous soyons réellement féministes dans ce combat là. Merci.

**[01:01:45.540] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup Fanny. J'ai hâte d'avoir les témoignages vidéo et audio des paysannes en Europe et de toutes ces patronnes non reconnues. Je crois qu'il y a Aline qui voulait prendre la parole. Je l'ai vu lever la main.

**[01:02:13.540] - Aline (CONTAG)**

Bonjour à toutes et à tous, C'est un grand plaisir de participer avec tellement de gens de toutes les parties du monde pour échanger des expériences et de voir que la réalité au Brésil, elle se ressemble avec la réalité d'autres pays. Au Brésil, la question des terres est une difficulté. Nous avons beaucoup de terres dans les mains de peu de personnes. Et la réforme agraire, c'est vraiment quelque chose que nous cherchons tous les jours et il faut le dire tous les jours et demander à nos gouvernants. Aujourd'hui, quand nous parlons de l'exode rural, les jeunes vont aux grandes villes pour rechercher d'autres options de vie et surtout par le manque d'accès à la terre. Les familles, des fois nombreuses ont du mal à subvenir à leurs besoins car les enfants n'arrivent pas à travailler dans les terres. Ils n'arrivent même pas à avoir accès à d'autres terres. Donc c'est vraiment une lutte de la CONTAG et du Brésil. Et comme ça, le jeune, il peut produire des aliments développés dans le milieu rural. Et quand nous parlons de cela, c'est fondamental. L'accès au Crédit foncier. Le jeune, il faut qu'il ait accès à cet argent pour qu'il puisse acheter la terre. J'ai même participé hier ici à ma municipalité, dans l'État de Santa Catarina, d'un processus de réglementation foncière. Et 95 % des propriétés de notre municipalité sont de l'agriculture familiale. Et là, le gouvernement a fait un programme pour réglementer ces terres et ça, c'est fondamental. Pour l'agriculture familiale et les jeunes et la famille

de ces jeunes auront accès par exemple, à des financements pour investir dans leur production, dans des machines et structures. Pour que la production des aliments puisse être mieux organisée de plus en plus pour qu'ils puissent avoir des revenus et pour qu'ils aient une meilleure qualité de vie. Mais quand nous parlons de réforme agraire, nous parlons d'accès à la terre et c'est un sujet qui est très important quand nous parlons de jeunes et de femmes, qui est le centre de notre débat d'aujourd'hui et des prochains jours. Donc, je voudrais juste souligner cette importance. C'est important pour le Brésil bien sûr, mais aussi pour d'autres pays. Merci beaucoup.

**[01:05:24.370] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci Aline. Je vais laisser la parole à Camila qui a levé la main également.

**[01:05:36.160] - Camila (CONTAG)**

Bonjour à toutes et à tous. Je suis comme Camila Castro de l'Etat de Para je travaille dans l'agriculture familiale. Et ce débat est très important pour nous tous en tant que femmes jeunes et pour les dirigeants qui font ce dialogue pour que cela puisse être multiplié de plus en plus. Donc les paroles de Monica de la CONTAG, c'étaient des paroles très importantes qui nous a apporté des témoignages. Et ce n'est pas différent des réalités que nous trouvons ici en Amazonie, dans l'Etat du Para. Et nous apportons pour le forum aussi les préoccupations que nous vivons en tant que fédération au Para. Par rapport au programme de gouvernement fédéral qui fait un débat sur la réglementation foncière dans la région que Marajo qui a plus de 2000 milles. C'est un des plus grands archipels de notre pays au Brésil. Ça nous préoccupe beaucoup en tant que jeunesse parce que nous comprenons qu'il y a des axes qui sont essentiels pour rester proche de la terre ou nous sommes nés.

Mais pour cela il faut avoir des politiques publiques d'éducation culture. Mais il faut avoir aussi du travail, des emplois et revenus. Pour nous ici en Amazonie, en tant que femmes jeunes, nous faisons face à plusieurs difficultés, surtout d'avoir accès à ces politiques publiques. Donc pour nous, débattre la réforme agraire c'est essentiel, surtout pour ceux qui vivent dans cette immense forêt. Et nous sommes toujours massacrés par les grands producteurs. Il y a cette pression. Il y a des jeunes, des femmes menacées et dans notre Etat. Donc nous luttons pour cette politique, mais aussi parce que nous avons un grand risque de perdre nos vies. Donc en Amazonie, nous avons un grand taux d'assassinats de ceux qui luttent pour la terre. Et ce Forum nous apporte cette énergie de pouvoir continuer avec cette lutte et je voudrais féliciter tout le monde pour ce lancement aujourd'hui. Merci beaucoup.

**[01:08:33.300] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci Camila. Je crois qu'il y a Mr. El Kabir qui a levé la main également.

**[01:08:56.990] - Mr. El Kabir**

Merci. Bonjour à toutes et à tous, je participe avec vous pour peut être la deuxième ou la troisième fois à un webinaire du Forum des Lutttes Et je crois que cette question de l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes est un sujet un petit peu que je peux classer comme étant un paragraphe dans un grand ensemble. C'est l'accès, le droit à la terre pour l'homme, l'enfant et la femme. Bon, moi je dis une chose qu'il ne faut pas responsabiliser ou généraliser la question des coutumes à la privatisation à l'exemption ou à l'exclusion des femmes et des jeunes du droit à la terre. Parce que, on trouve dans plusieurs coins du monde, des coutumes qui donne l'accès à la femme et aux jeunes donc il ne faut pas généraliser cette question. Également il y a la question de la religion. La religion, et surtout pour nous islamistes, est intervenu pour exclure la femme du droit à la terre. Et comme référence je peux citer la question du droit à l'héritage. Dans la religion islamique, le fils a le double que la fille de la part de l'évêque. Cette question est close. Je propose une chose, compte tenu de cette question qui intéresse tous les coins du monde. La question du droit à la terre. Moi je propose est ce que on peut se réunir ? Constituer une force pour proposer, exiger aux Nations unies de créer une instance onusienne pour le droit à la terre, pour défendre collectivement cette question du droit à la terre. Donc est ce que nous avons cette possibilité ? Merci.

**[01:12:15.940] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup pour l'intervention que vous venez de faire. Effectivement, là vous êtes déjà dans la proposition et une proposition très concrète. Et c'est le lieu aussi et c'est ce que doit faire ce forum non seulement partage des luttes aux quatre coins du monde, les différentes stratégies, puisque vous l'avez dit également, les contextes sont différents, donc on n'a pas forcément les mêmes stratégies, elles sont pas adaptées partout, mais en tout cas il y a forcément des éléments ou des outils qui sont utilisés, qui peuvent servir d'autres luttes. Et le partage permet aussi de rendre visible le niveau au niveau national, en tout cas supra national. Et effectivement, en plus de ces échanges qui doivent servir à construire des alliances, ça doit aussi servir à construire des réponses ou des propositions à maintenir de façon commune. Comme je vous le disais, juste avant de laisser la parole à Christian, je fais un peu un point sur le temps qui nous reste, étant donné que nos amis de la caravane n'ont pas réussi à nous joindre malheureusement, on avait prévu de faire des temps de discussion plus resserrés en groupe. On ne va pas les faire puisque les femmes paysannes ne sont pas, elles ne sont pas présentes. Et on proposait de terminer un peu plus tôt cette visioconférence. A

moins que vous ayez envie d'utiliser cet espace pour vous, pour échanger, mais donc là, on avait proposé de terminer vers 15 h 30 et je voulais avant, avant qu'on termine, faire un point sur le calendrier, les outils que vous avez à disposition et la façon dont on allait se dérouler les quatre prochaines semaines. Je me permets de dire ça parce que je ne vois pas d'autre main levée. C'est pour ça que je pense que ce que je me permets de dire qu'on peut terminer plus tôt s'il n'y a pas d'autres questions. Et je vais laisser la parole d'abord à Christian.

**[01:14:29.430] – Christian Castellanet (AGTER)**

Oui, je vois. Je me demandais s'il n'y avait pas des interventions de participants d'Afrique de l'Ouest. J'en vois quelques-uns qui ont l'air d'être autour de la table. Ce serait intéressant qu'ils s'expriment.

**[01:15:23.130] – Audrey Boursicot (AGTER)**

Je ne vois pas demain d'autres mains levées. Donc peut être juste en attendant que les personnes qui ont envie de s'exprimer ou d'apporter une nouvelle contribution ou questions qu'ils voudraient voir abordées pendant les quatre semaines avec la durée cette discussion, n'hésitez pas, levez la main. On prendra bien évidemment les remarques. Donc là, aujourd'hui, c'était le lancement, il y a quatre semaines de discussion qui s'ouvrent. Cet espace vous est dédié à vous, jeunes et paysannes des quatre coins du monde. Exprimez-vous, partagez vos luttes, donnez-nous vos témoignages et créons de l'alliance et des solutions communes à apporter. Vous avez différents outils qui sont mis à votre disposition à travers le site internet du Forum. Vous avez un espace dédié où vous pouvez continuer et poursuivre la discussion de la visio conférence d'aujourd'hui sur cet espace. En vous y inscrivant. Vous avez la possibilité sur les réseaux sociaux de nous partager vos vidéos, témoignages, vos réflexions aussi et vos propositions très concrètes à travers des capsules audios ou des vidéos.

Vous pouvez nous partager aussi des stories que vous pourriez faire sur Instagram et que nous, on peut relayer. Alors voilà, vous avez quatre semaines qui vous sont dédiées, où vous pouvez parler de ces enjeux spécifiquement et de nous dire comment vous voulez vous l'approprier, comment vous voulez créer de l'alliance, quel est l'intérêt à le faire avec une paysanne comme Fanny en France, vous êtes au Brésil ou en Inde. Quel est l'intérêt de travailler sur un réseau ? Qu'est ce que vous en attendriez ? On se retrouve tous le 16 décembre pendant 3 h avec trois présentations de luttes emblématiques qui seront présentées par des paysannes. Et nous aurons aussi une remise, d'abord de vous, on va dire, d'analyse de quels sont les enjeux aujourd'hui très précis autour de l'accès des femmes et des jeunes au foncier dans le monde. Donc, on fera appel à des spécialistes qui pourront donner ces éclairages et nous proposerons à la suite, dans cette visioconférence, quelques pistes de réflexion et d'action. Donc on va revenir vers vous avec des newsletters et des informations pour

vous rappeler les dates, les outils qui sont à disposition pour que vous puissiez vous en emparer.

Et on espère vous voir de plus en plus nombreux dans ce mouvement et dans cette mobilisation qui va, qui va durer quatre semaines et au delà. Donc je vais laisser la parole à Gerzina. Je crois qu'il a levé la main.

**[01:18:20.790] - Gerzina (Agricultrice)**

Bonjour, c'est un plaisir d'être ici, parmi vous, dans le cadre de ce Forum, de ce réseau de discussion. Je m'appelle donc Gerzina Marquez, j'habite dans la Région du Maranhão. Je suis agricultrice. J'habite une colonie de la réforme agraire et je suis secrétaire de l'Etat aux femmes au niveau de la FETAIM. Et donc c'était pour parler de la question environnementale, de la participation des femmes et des jeunes. Nous savons que c'est essentiel, que c'est nécessaire. Nous autres, ici, au Maranhão c'est pas différent de ce qui a été décrit par ma camarade du Tocantins. C'est tout un combat pour nous, Maranhão est classé le deuxième malheureusement pour ce qui est du record de travailleurs assassinés en raison de conflits fonciers. Et lorsqu'on parle de conflits fonciers, on parle aussi de conflits environnementaux. Nous avons un parc qui figure parmi les plus beaux au monde, c'est le Parc national des Lençóis Maranhenses et pourtant nous avons un sénateur qui crée un énorme conflit là dessus.

Il cherche à transformer ce tourisme et il ne veut plus que la question environnementale soit respectée. Donc les femmes, les personnes âgées, les jeunes qui sont là bas. Ils subissent ça. Et puis nous avons d'autres grand projets à cheval sur plusieurs et qui nous suffoque, qui nous laisse à bout de souffle. C'est un scénario très compliqué pour nous. La conjoncture au niveau de notre président, nous avons affaire à un « dégouvernement » plutôt. Et donc ces conflits nous atteignent tous les jours. Et du coup, c'est qui les personnes qui sont les plus présentes au jour le jour? Nous les femmes, nos enfants, la jeunesse. Et tout cela provoque donc des migrations rurales, n'est ce pas ? Et c'est un scénario, un énorme défi pour nous. C'est pourquoi ce forum est très important pour nous au niveau de l'information, de nos stratégies, au niveau des alliances entre les différentes entités qui travaillent pour la défense de l'environnement et bien sûr qui travaillent pour les droits de nous autres femmes, les droits de notre jeunesse également, afin qu'on puisse avoir une meilleure vie, une vie digne à la campagne. C'est un énorme défi. Nous sommes très enthousiasmés ici. Notre fédération a une présidente femme, Angela. Il cherche donc à être présente dans notre lutte au jour le jour, en nous sensibilisant afin qu'on puisse lutter fortement contre ce grand projet de l'agrobusiness qui nous laisse à bout de souffle.

Nous sommes là. Nous invitons nos femmes au combat, à la lutte afin qu'on soit ensemble et qu'on puisse renforcer cette grande masse de femmes qui est la Marche des Marguerites de 2023. Et on commence à construire notre agenda et notre ordre du jour. On dénonce le taux élevé de féminicide. On cherche tous les jours, nous autres femmes, à réaffirmer notre agroécologie, mais nous sommes toujours sous la menace de conflits. Autrement dit, on doit unifier, rassembler nos forces, renforcer nos luttes. Nous savons que notre secrétaire des femmes, Mazé, lutte beaucoup au jour le jour afin que les femmes puissent travailler ensemble. Nous avons une secrétaire à la jeunesse, Monica, qui est là aussi. Nous devons unir nos forces dans les dans toutes les contrées du monde, du Brésil et du monde et chercher toutes les alliances possibles afin qu'on puisse réaffirmer, nous autres, en tant que sujets qui habitent la campagne. Femmes, jeunesse et personnes âgées.

On croit vraiment à cette lutte. C'est possible lorsqu'on marche main dans la main. Et puis, nous devons chercher à renforcer nos expériences réussies, les expériences réussies qui sont celles de l'agriculture familiale brésilienne aussi. Nous savons que notre agriculture familiale va bel et bien résister et nous ferons toujours face aux projets de l'agrobusiness et nous réaffirmons notre existence en tant que femmes de la campagne. Femmes des villes, femmes des forêts, des eaux et pour dire au monde entier Nous voulons vivre avec dignité, nous ferons notre marche, nous continuerons d'avancer jusqu'à ce qu'on en soit tous, toutes libres. Vive la marche des marguerites ! Vive notre jeunesse à vivre ! La population rurale qui souffre des retombées énormes à la suite de ces grands projets qui ne sont pas dans l'intérêt de notre vie quotidienne et qui ne sont pas dans l'intérêt de la nature. Nous sommes ensemble. Merci.

### **[01:24:18.600] – Mohamed Hakech**

Bonjour. Je veux seulement saluer ce forum qui à mon sens est un espace très important pour relever beaucoup d'éléments concernant l'égalité et l'inégalité entre les femmes et les hommes dans ce monde. De toute façon, c'est vrai que il y a des différences entre un certain nombre de peuples. Mais d'une manière générale, la femme reste toujours. Je veux dire, elle est la personne, en fin de compte, toutes les risques qui se produisent, la femme est la première à être la victime. C'est à mon sens est très important ce forum de crier haut et fort cette situation, sachant que de toute façon la lutte, je parle comme homme, mais ça ne veut rien dire, parce que moi je crois que la lutte pour l'égalité de la femme elle doit être menée unis hommes et femmes qui vont mener tous les deux cette je veux dire lutte ce combat qui très très important à ce moment là. Vous connaissez très bien ce qui se passe actuellement dans le monde. L'accaparement des terres, ça se fait au détriment des femmes aussi. Et on sait très bien que les femmes, il n'y a pas de paysannerie sans femme. Un paysan ne peut pas exister sans avoir une femme à côté qui travaille. Mais malheureusement, la contradiction c'est



qu'il y a la femme qui travaille, mais il n'y a pas de terre. Je veux dire qu'il y a des paysannes, les femmes sont d'une manière générale des paysans sans terre. Et ça, c'est un élément qui est très important. Je parle du Maroc, je suis de la Fédération nationale des secteurs agricole au niveau de cette fédération et bien sûr chez la Fédération syndicale agricole, on a une organisation des femmes qui luttent avec les paysannes et luttent avec les ouvriers agricoles. On sait très bien ces situations là qu'on peut bien sûr, à travers le travail que vous allez à faire. Après, on peut peut être avoir des témoignages, on peut peut amener des témoignages des femmes, mais à mon avis, des ouvriers agricoles, des témoignages des paysans pour approfondir, disons, la discussion dans tout ça et comment ça se passe par exemple à l'Afrique, je parle de l'Afrique du Nord, etc, etc. Donc il y a beaucoup d'éléments, il y a beaucoup de choses qui angles, il y a beaucoup d'acquis avant l'arrivée, par exemple, de la conquête musulmane. Ici, au moins ici en Afrique du Nord, il y a des éléments très importants qu'il faut peut être relever.

Nous avons évolué par exemple parce qu'au Maroc et dans des régions proches, un certain nombre d'éléments très importants au niveau de la femme. La femme était toujours présente, la femme, elle, avait des terres, la famille travaillait. Je veux dire, il y avait une personnalité différente. C'est vrai que les hommes, la religion a fait qu'il a abaissé ce constat, comme l'a dit notre camarade, et aussi du Maroc aussi. Mais de toute façon, il y a toujours eu un certain nombre d'éléments qu'on peut peut être développé après dans les discussions qui vont venir.

Donc je suis très très content aussi d'écouter notre camarade Fanny, qui, je sais très bien quand elle parle de la France, quand elle parle de cette manière. Je dis qu'elle parle aussi du Maroc, elle parle aussi de l'Algérie, elle parle d'un certain nombre de pays, mais je suis étonné de voir ça aussi en France, il y a la femme qui y est marginalisée de cette manière et la femme qui n'a pas de terre et à la fois malgré les luttes etc etc. Donc on se rapproche. Merci merci.

**[01:28:27.940] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup Monsieur Hakech et on attend effectivement les témoignages si vous pouvez nous en faire parvenir et diffuser un maximum auprès du réseau.

**[01:28:57.760] - Fanny Métrat (Confédération Paysanne)**

Pour rebondir sur ce que Mohamed, tu viens de dire. Je pense qu'au contraire, dans les sociétés capitalistes, dans les sociétés capitalistes, le patriarcat et le sexisme sont très très présents en fait. Et justement, c'est pas parce qu'on est dans une société occidentale avec soi-disant des droits peut

être en avance, des droits sociaux, certains qui ont grâce aux luttes de nos anciens, il y a eu d'énormes luttes qui ont fait progresser des droits sociaux, en particulier sur la condition féminine. Mais la condition féminine, elle a évolué que depuis quelques décennies. Même ici en France et en Europe. C'est très très récent. Et en fait, on se rend bien compte que tant qu'il y aura des oppressions et les femmes font partie des minorités opprimées dans le monde, opprimées. En fait, quels que soient les lieux où nous sommes dans le monde, c'est toujours aussi présent et même s'il y a des avancées, ça ne suffit pas.

Le droit de vote. Toutes ces choses sont tellement récentes dans notre histoire, dans notre histoire collective que, en fait, on se rend bien compte que c'est pas gagné. Et le secteur agricole et rural est très à la traîne quoi. Et justement, je pense que le capitalisme n'aide pas du tout à l'avancée des droits sociaux, bien au contraire. Et ce serait un leurre d'imaginer que d'accéder à une espèce de modernité, à une vision technique et capitaliste serait une avancée des droits. Pas du tout. Au contraire, les inégalités et les injustices sont de plus en plus criantes dans une société comme la nôtre, et le fossé s'élargit, et on se rend bien compte que chez les précaires, les femmes sont souvent une majorité des démunis et des précaires. En France ! Du coup, vraiment, je pense qu'il faut vraiment se dire qu'au contraire, dans certains pays, les camarades de la caravane ouest africaine ne sont pas là pour dire, mais les droits d'usage du sol à travers tout ce qui est us et coutumes en fait, finalement, ils ont des choses à nous apprendre nous aussi.

Et il ne faut pas imaginer que les pays occidentaux ont des solutions pour le reste du monde, bien au contraire. Je pense que non. La vision occidentale et surtout du milieu agricole a complètement détruit l'agriculture paysanne ces 40 dernières années et que nos jeunes générations, là, on essaye de reconstruire des choses qui sont de l'ordre du bon sens paysan en fait, de l'autonomie paysanne, du bon sens paysan, des socles qui existent encore ailleurs dans le monde et qu'il ne faut surtout pas détruire par l'agriculture industrielle. Et je pense que le féminisme, la lutte féministe face au capitalisme, elle a toute sa place aussi, pas uniquement ailleurs dans le monde.

**[01:32:04.300] – Audrey Boursicot (AGTER)**

Merci beaucoup Fanny. Effectivement, c'était tout l'objet de la présentation que voulait nous dire Massa et Aïchata de la CGLTE OA de l'Afrique de l'Ouest, ce n'est pas par le modernisme justement que l'on peut s'en sortir, c'est peut être en s'attachant aux structures traditionnelles existantes en place et en pensant à comment on utilise ces structures pour plus d'égalité à l'accès des terres pour les femmes et les jeunes. Et donc voilà, je pense que c'est des pistes de réflexion et de discussion et de débat pour ces quatre semaines. Donc merci beaucoup Fanny pour cette précision.

**[01:33:14.480] – Sanou Fatouma (Agronome)**

Merci. Alors moi c'est Sanou Fatouma. Je réside en Côte d'Ivoire. Je suis agronome, jeune agronome. Je voulais vous remercier pour ce forum et pour les interventions des uns et des autres. J'ai vraiment un grand enthousiasme à pouvoir suivre la suite des débats dans les semaines à venir. Je suis encore novice dans ma pratique et dans mon engagement. Je voulais juste exprimer ici une attente. C'était que les femmes et les jeunes qui sont dans des situations de vulnérabilité, puisse non seulement lutter pour une plus juste répartition de la terre, mais qu'on fasse encore un pas en avant pour pouvoir questionner notre habiter le monde. Donc j'en attends des femmes, qu'on puisse ici pouvoir non seulement aborder la répartition de la terre. Mais aussi questionner notre habiter le monde. Ce qui va englober encore plus de choses. Parce que malheureusement, même si on arrivait à une juste répartition de la Terre, je crois que on n'aura pas tout résolu. Et donc il faudrait qu'on puisse être force de proposition sur un certain nombre de choses, de manière d'organiser nos sociétés. Voilà, c'est ce que je voulais juste dire. Merci.

**[01:36:11.650] – Berthé Habibatou (SNV)**

Je vous suis depuis le Burkina et je travaille avec l'ONG SNV. Je suis au sein d'un projet qui travaille sur le pastoralisme. Moi même, je suis agronome de formation et je suis pastoraliste, je suis agro pastoraliste. Je porte les deux casquettes. Ma préoccupation ici, c'est la question foncière qui est de plus en plus une question intrigante. Par exemple chez moi, avec la situation sécuritaire, les zones de production, les zones à forte production sont occupées par les terroristes et les populations ne peuvent pas pratiquer l'agriculture familiale ou paysanne. Les populations sont à majorité déplacées. La majorité des populations sont déplacées. Elles peuvent commencer la campagne agricole et ne pas pouvoir la terminer. Déjà que le problème du foncier se pose au niveau des femmes et des jeunes. Comment faire dans un contexte sécuritaire pour que les femmes et les jeunes peuvent réclamer le droit à la terre, le droit d'usage des sols. Vraiment, c'est une inquiétude qui ne fait que monter en flambées de période en période. Je me demande dans nos contrées ouest africaines, comment est ce qu'on pourra arriver à palier à ces difficultés, arriver à mettre en place un dispositif de droit d'usage des sols, de droit d'usage de la Terre ? Dans un contexte sécuritaire turbulent, voilà un peu ce que je voulais résumer. Il y a ce qui concerne mon pays. Merci. Et merci de nous permettre de participer à ce forum qui est très intéressant.

**[01:39:00.500] – Christian Castellanet (AGTER)**

Dans la zone de discussion textuelle, Mr Haremanga exprime le regret qu'il n'y ait pas d'organisation responsable de veiller au respect du droit à la terre mais il y a des déclarations internationales importantes qui ont été adoptées. Et le droit des paysans et paysannes est important parce qu'il doit quand même montrer l'importance justement de la place des femmes dans la paysannerie.

C'est difficile de résumer les échanges qu'on a eu, mais il y a eu un certain nombre d'interventions qui portaient beaucoup sur l'accès à la terre des communautés en général et au sein des communautés. Les femmes et les jeunes ont eu une place importante, mais disons que peut être ce n'était pas très clair pour tout le monde. Mais quand on parle de réforme agraire, c'est une réforme agraire pour toute la paysannerie et donc la place spécifique des femmes et des jeunes et n'est pas forcément très claire dans cette réforme agraire qui est proposée que là et que la CONTAG et les organisations membres appellent de leurs vœux. Donc c'est peut être un point qu'il faudra approfondir. C'est en quoi les revendications contre l'accaparement des terres ou pour la réforme agraire prennent en compte spécifiquement cette question de la place des femmes et des jeunes. Il y a eu des personnes qui ont dit que la participation des femmes ou l'accès des femmes au foncier et aux ressources naturelles est aussi importante pour l'avenir des communautés, pour l'avenir de la paysannerie. Je pense que c'est un point qui mérite d'être développé. Ce serait intéressant d'avoir des réflexions et des discussions là dessus. Il y a eu pas mal d'échanges sur l'exclusion ou la marginalisation des femmes qui résultent des coutumes. Mais enfin, on a bien vu que les coutumes ou la tradition, c'est pas quelque chose exclusivement dans les pays du Sud, c'est aussi chez nous, c'est aussi en Europe. Il y a aussi cet élément de coutume, même s'il n'est pas formellement reconnu, mais qui joue. Dans le positionnement ou le fait que les femmes ne sont pas vues comme exactement l'égal de l'homme. Comme disait Fanny, quand on s'adresse à une femme qui est responsable d'une ferme, d'une exploitation agricole, on lui demande où est le patron ? Comme si elle pouvait pas être patron elle même. On a aussi eu cette réflexion comme quoi. La gestion des terres par les communautés, elle peut perpétuer la division des tâches et du pouvoir. Mais elle peut aussi, dans certaines conditions, permettre de renforcer les communautés et finalement peut être aussi d'améliorer la place des femmes et des jeunes, mais dans le cadre d'une gestion coutumière qui évolue, qui ne va pas être fixe ou stable.

On a vu aussi l'importance particulière des jeunes pour ces questions. On l'a vu très clairement au Brésil, ils étaient présents, ils étaient très actifs. C'est un signe évidemment encourageant et c'est sûrement aussi un élément important pour l'avenir, c'est à dire il faut mener des luttes. Et qu'ils assument un rôle moteur pour parce que c'est eux qui vont à terme assurer la défense de l'agriculture paysanne par rapport à l'agro industrie ou à l'agriculture capitaliste. Donc sur toutes ces questions, on a entamé les discussions. N'hésitez pas à envoyer vos commentaires. Le forum en ligne

va être ouvert très bientôt. On vous enverra un petit mot et vous pouvez, vous pourrez mettre vos commentaires. Alors je voulais juste vous dire que vous pouvez mettre vos commentaires dans la langue de votre choix. Vous pouvez aussi lire les commentaires dans la langue de votre choix.

Donc vous pouvez poster des commentaires par écrit. Vous pouvez aussi mettre des petits messages audios. N'hésitez pas à vous à vous manifester sur cet espace. Et puis, comme a dit Audrey, il y a aussi sur notre site un espace pour les pour les luttes en cours donc, où vous pouvez envoyer des témoignages sur vos luttes, ils seront publiés et ils pourront être partagés et faire l'objet de discussions avec les autres groupes et les autres organisations.

**[01:46:00.150] – Mohamed Hakech**

Malheureusement il y a le problème de la langue, on a beaucoup de témoignages, mais ils sont en arabe pour la plupart, donc ça je sais pas comment on peut le faire, mais nous par exemple, le Maroc avec les paysans, les paysans, les ouvriers agricoles, ils parlent la langue arabe plutôt que marocain et ou tamazight. Donc ça on peut envoyer ça de cette façon ou je sais pas comment on peut faire.

**[01:46:32.590] - Audrey Boursicot (AGTER)**

Je vous propose que vous me donniez votre contact dans le tchat avec votre mail et on a des solutions de traduction.

Comme je le disais et je le répète donc là, aujourd'hui, c'était le lancement, c'était pour ouvrir cet espace de discussion qui va durer, qui va durer quatre semaines. Christian vient de le rappeler. Vous avez la possibilité de laisser vos commentaires, de continuer des discussions, de poser vos questions, de nous dire quels thèmes vous voulez voir approfondir, de partager les luttes que vous que vous connaissez, et de partager aussi les informations autour de ce forum, auprès de vos propres réseaux, sur le site, sur nos réseaux sociaux. Je renverrai un mail à la suite, à demain avec toutes ces tous ces espaces à votre disposition et en sachant que notre rencontre de retour ensemble aura lieu le 16 décembre, donc de 14 h à 17 h heure GMT.

Donc on aura rendez vous le 16 décembre pour mettre en commun tout ce qui se sera dit pendant ces quatre semaines, pour analyser, enfin faire un retour aussi sur les analyses qui auront pu être faites des propositions et donner des pistes de réflexion et d'actions à mener, à mener en commun. Donc voilà, la marche à suivre, vous recevrez un mail avec toutes les espaces à votre disposition. On vous invite à partager toutes les informations, la communication autour du forum, dans vos réseaux et à participer activement pendant ces quatre semaines et nous retrouver ici le 16 décembre. Voilà !



Merci beaucoup. Et j'en profite pour vous rappeler de vous inscrire au site si ce n'est pas déjà fait , n'hésitez pas à le faire. Je vous remets dans le tchat le lien vers le site, comme ça vous recevrez des informations au fur et à mesure sur ce qui se passe en terme d'activités, de réflexion et de communication autour du site.

Merci beaucoup. Merci à tous et merci en particulier à tous les collègues de la CONTAG qui ont fait un travail de mobilisation formidable. Et bien sûr tous les autres participants. Et en espérant que la prochaine fois on aura. Nos amis d'Afrique de l'Ouest bien présents et ce qui permettra de d'élargir encore la discussion.